



## Sections du Bas-Rhin

# CSAL du 10 janvier 2023 Déclaration de Boycott

Comme un symbole, l'ordre du jour du 1<sup>er</sup> CSAL de l'histoire est assez symptomatique de la DGFIP actuelle puisqu'il a pour objet unique les suppressions d'emplois !

Le PLF 2023 continue de récompenser bien peu glorieusement notre administration en la consacrant pour la énième année consécutive meilleure contributrice officielle de suppressions d'emplois dans toute la Fonction publique d'État !

L'Intersyndicale 67 rappelle que nous avons connu plus de 30 000 suppressions d'emplois depuis 2008. Ce sont 850 suppressions d'emplois en 2023, encore 850 suppressions de trop au vu des difficultés majeures que rencontrent les collègues actuellement aux prises avec des réformes qui déstructurent et désorganisent comme jamais les services et les missions.

Si les ministres, la DG et, maintenant, les directions locales ont beau jeu de vouloir minimiser le nombre des suppressions d'emplois, pour l'Intersyndicale 67, il n'en demeure pas moins que ce sont l'équivalent des effectifs de la DDFIP du Haut-Rhin.

Quelle structure privée ou publique supporterait un tel traitement de choc pendant 15 ans ?

Les catégories B et C continuent de supporter la très large majorité des suppressions d'emplois au nom de prétendus gains de productivité.

S'ajoute à cela la poursuite de relocalisation bien éloignées des vertueuses intentions affichées et de l'intérêt des services comme la création de l'antenne des SIE du Bas-Rhin à Forbach.

Pour le Bas-Rhin, la DG a décidé de supprimer 30 emplois, dont 14 transferts et redéploiements, soit -15 C, -16 B, +1 IDIV CN, -2 IDIV HC, +2 IP, + 1 AFIPA, -1 AFIP. Cette nouvelle saignée dans les effectifs porte donc les emplois supprimés à 473 dans notre département depuis la création de la DGFIP en 2008.

Nous n'avons de cesse de vous le dire, de vous le répéter, exemples à l'appui : les services sont exsangues et les personnels sont fatigués et dégoûtés par ces évolutions mortifères. Les agents souffrent dans leur travail et vous n'en avez que faire !

Pour l'Intersyndicale 67, les suppressions d'emplois à l'ordre du jour de ce CSAL sonnent comme une véritable provocation et sont indignes et indécentes au regard des attentes et des droits des citoyens. Elles sont aussi indignes et indécentes au regard des agents dont l'engagement et la conscience professionnelle ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services.

Le processus de démission silencieuse de la part des collègues risque de se poursuivre et ce ne sera pas faute de vous avoir alerté.

Par contre, pour les personnels, toujours rien en termes de reconnaissance. L'Intersyndicale 67 relaie l'exigence des organisations syndicales nationales représentatives d'ouverture de véritables négociations qui aboutissent à des revalorisations indiciaires et indemnitaires, ainsi qu'à l'augmentation des volumes de promotion pour tous.

Le boycott commun de ce CSAL de suppressions d'emplois marque le rejet de cette politique de réduction à marche forcée des moyens de notre Service public et du mépris affiché, pour les fonctionnaires en général, et, pour les agents de la DGFIP en particulier

Par ailleurs, en ce jour d'annonces gouvernementales sur les retraites, l'Intersyndicale 67 ne peut que réaffirmer son opposition totale et unanime à une nouvelle réforme des retraites et à un allongement de l'âge de départ.

62 ans, c'est déjà trop, alors 64 ou 65 ans, c'est NON !